



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

**Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions
- TPSGC**

11 Laurier St. / 11, rue Laurier

Place du Portage, Phase III

Core 0B2 / Noyau 0B2

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

SOLICITATION AMENDMENT

MODIFICATION DE L'INVITATION

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

**Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur**

Issuing Office - Bureau de distribution

Informatics Professional Services Division / Division
des services professionnels en informatique

11 Laurier St., / 11, rue Laurier

4C2, Place du Portage

Gatineau

Québec

K1A 0S5

| | |
|---|--|
| Title - Sujet Integration Development | |
| Solicitation No. - N° de l'invitation B8986-170040/A | Amendment No. - N° modif. 003 |
| Client Reference No. - N° de référence du client B8986-170040 | Date 2016-11-16 |
| GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$ZM-620-30574 | |
| File No. - N° de dossier 620zm.B8986-170040 | CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME |
| Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2016-11-29 | |
| Time Zone Fuseau horaire Eastern Standard Time EST | |
| F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/> | |
| Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: St-Jean Valois, Joanne | Buyer Id - Id de l'acheteur 620zm |
| Telephone No. - N° de téléphone (873) 469-4945 () | FAX No. - N° de FAX (819) 956-1156 |
| Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: | |

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

| | |
|--|--|
| Delivery Required - Livraison exigée | Delivery Offered - Livraison proposée |
| Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur | |
| Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur | |
| Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie) | |
| Signature | Date |

| | | |
|--|--|---|
| Solicitation No. – N° de l'invitation B8986-170040/A | Amd. No – N° de la modif. 003 | Buyer ID – Id de l'acheteur 620ZM |
| Client Ref. No. – N° de réf. De client B8986-170040 | File No. – N° du dossier 620ZM- B8986-170040 | CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME |

MODIFICATION À L'INVITATION 003

Cette modification a été soulevée afin de fournir des réponses aux questions des soumissionnaires concernant cette invitation.

Question N°. 1:

Un titulaire offre-t-il actuellement les services décrits dans l'invitation à soumissionner ou est-ce qu'un entrepreneur a offert ces services au cours des douze (12) derniers mois? Si oui, veuillez préciser le nom de l'entrepreneur et la valeur du ou des contrats.

Réponse N°. 1:

Oui, le Canada a deux entrepreneurs qui fournissent les services demandés dans le cadre de l'invitation. Les entrepreneurs sont CGI et Randstad et les valeurs de leur contrat à ce jour incluant les taxes applicables sont \$10, 281,875.09 et \$10, 110,104.92.

Question N°. 2:

Le CTO1 exige que les soumissionnaires démontrent un contrat d'une valeur initiale minimum de 3.5 de dollars canadiens avant les taxes et d'une période initiale d'au moins un (1) an. Comme l'État le sait, les contrats visant l'acquisition de ce type de services sont souvent d'une durée initiale d'un an, en plus d'être assortis de plusieurs années d'options. Ainsi, nous demandons respectueusement à l'État de modifier le CTO1 de :

« 2. avoir une valeur initiale minimum de 3.5 de dollars canadiens avant les taxes, excluant les modifications » à

« 2. avoir une valeur de 3.5 de dollars canadiens avant les taxes. »

Réponse N°. 2:

Cette exigence demeure inchangée.